



Maison de l'Europe de Paris

Synthèse de conférence

## Quel avenir pour le Royaume-Uni au sein de l'Union européenne ?

Le 24 janvier 2013 à la Maison de l'Europe de Paris

Depuis l'adhésion des Britanniques à la CEE en 1973, on ne cesse de s'interroger sur leur attachement à la construction européenne. Leur tendance à vouloir limiter en permanence leur participation au processus d'intégration - qu'il s'agisse de la Politique Agricole Commune, de Schengen, de l'Euro ou du Pacte de Stabilité Budgétaire - justifie que l'on se pose la question.

Selon un récent sondage de l'institut britannique YouGov, 49% des Britanniques voteraient pour une sortie de l'UE si on leur en offrait la possibilité. Seuls 28% se prononceraient pour le maintien et 17% seraient indécis.

A l'occasion de sa visite officielle à Oxford en septembre dernier, le ministre Polonais des Affaires étrangères, Radek Sikorski, a lancé aux Britanniques : « Ne faites pas ça ! » Il dénonça dans son intervention le fait que nombre d'idées reçues outre-Manche sur l'Union européenne ne correspondaient pas à la réalité.

Pour les Britanniques, « to stay or not to stay in the EU », semble ainsi faire écho en permanence au fameux « to be or not to be » de William Shakespeare.

Avec la participation de **Sir Graham WATSON**, député britannique au Parlement européen depuis 1994, ancien président de 2002 à 2009 de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE) et président du parti ADLE et **SE Tomasz ORLOWSKI**, ambassadeur de la République de Pologne en France.

Une conférence animée par **Catherine LALUMIERE**.

**C**atherine Lalumière introduit la conférence en rappelant que Sir Graham Watson, son principal intervenant, est Ecossois. Mais, ajoute-t-elle avec humour, « jusqu'à preuve du contraire, l'Ecosse fait partie du Royaume-Uni ». Membre du Parlement européen depuis 2004, sa compétence à parler de l'avenir du Royaume-Uni dans l'Union Européenne (UE) ne fait donc aucun doute. Et comme le ministre des Affaires étrangères de Pologne, Radek Sikorski, a adressé aux eurosceptiques britanniques en septembre 2012 à Oxford un message « ferme et amical » sur leur tentation de sortir de l'UE, la présidente de la Maison de l'Europe de Paris a demandé par ailleurs à l'ambassadeur de Pologne en France, Tomasz Orłowski, de bien vouloir témoigner au cours de cette conférence du fort attachement de son pays à la construction européenne.

D'emblée, l'ex-eurodéputé débute son intervention en considérant que l'attitude actuelle du Royaume-Uni s'apparente à de l'isolationnisme. Une attitude qui le caractérisa au cours de la première moitié du vingtième siècle et

à laquelle il avait renoncé après la Seconde guerre mondiale pour participer à l'élan mondialiste alors général. Afin de justifier son diagnostic, il compare l'enseignement qu'il a reçu avec celui qu'a reçu son fils. Entre 1967 et 1974, les jeunes Britanniques apprenaient que le Royaume-Uni appartenait à l'Europe. A partir des années quatre-vingt, une tendance s'est installée au contraire à l'en différencier. Certains chefs de gouvernements ont tenté de réagir contre ce revirement. John Major, le successeur de Margaret Thatcher, a fait appel au bon sens international de ses collègues conservateurs. Hélas, il ne disposait que d'une très faible majorité à la Chambre des communes.



Le travailliste Tony Blair a essayé de poursuivre dans la même voie. Ses efforts ont été contrés par un dénigrement sans cesse croissant de l'UE par la presse populaire, détenue en grande partie par l'ultra eurosceptique magnat australo-américain Rupert Murdoch. Ainsi, en une trentaine d'années une désaffection à l'égard de l'UE n'a cessé de s'amplifier outre-Manche. Alors que John Major n'avait affaire qu'à six opposants à l'intégration européenne dans son propre camp, David Cameron compte aujourd'hui avec une centaine de partisans déclarés du divorce avec Bruxelles.

Différents signes illustrent l'euroscepticisme croissant de ses concitoyens, estime celui qui est aussi le président du parti de l'Alliance des Libéraux et des Démocrates pour l'Europe (ALDE). Après la signature de l'Acte unique par Margaret Thatcher en 1986, par exemple, il a été de plus en plus difficile outre-Manche de ratifier les traités européens qui ont suivi : Maastricht, Amsterdam et Nice. Et si le Traité constitutionnel, adopté à Rome en 2004 par les Vingt-cinq, n'a pas dû subir un processus de ratification à l'issue plus qu'incertaine c'est parce que les Français l'ont rejeté avant que les Britanniques n'aient à se prononcer.

Autre phénomène défavorable au désir d'Europe outre-Manche : la montée des revendications indépendantistes. Aujourd'hui, l'Ecosse compte un seul conservateur parmi ses soixante-douze représentants à la Chambre des communes. Le Pays de Galles, de son côté n'en compte que huit parmi ses trente-huit élus. En Angleterre, le parti conservateur demeure au pouvoir, mais il doit faire face lui aussi à la rivalité croissante du parti anti européen United Kingdom Independence Party. De sorte, déplore Graham Watson, qu'en promettant un référendum « in or out » en 2017, David Cameron essaie avant tout de limiter la fuite de ses électeurs et il s'oppose pour ce faire avec fermeté à un renforcement politique de l'UE et vante, au contraire, les mérites d'une Europe limitée à un grand marché. Il dénonce aussi la crise de l'euro et de la compétitivité européenne ou évoque la grande distance entre l'UE et ses citoyens.

Le Chevalier Watson, tel est son titre, doute du succès d'une telle stratégie politique. D'une part, affirmer aux partenaires européens que le

Royaume-Uni quittera l'UE s'ils ne se réforment pas ne constitue pas une base de négociation sereine avec eux. D'autre part, cette éventualité engendre une incertitude sur la situation du Royaume-Uni après 2017, en particulier pour les investisseurs étrangers. Pas moins de cinq à six millions d'emplois seraient ainsi en jeu. Enfin, il pense que si ce référendum devait avoir lieu le parti conservateur se diviserait et risquerait de ne plus gouverner pendant au moins une vingtaine d'années.

Tomasz Orłowski ne connaît pas les mêmes inquiétudes que Graham Watson sur l'avenir de son pays au sein de l'UE. Contrairement aux Britanniques, les Polonais y ont adhéré avec enthousiasme en 2004 après avoir passé de longues années derrière le rideau de fer et avoir été catalogués de l'offensante appellation « ressortissants des pays de l'Est ». Aujourd'hui, ils tiennent à continuer de participer à la construction et à l'approfondissement de l'Europe. L'Ambassadeur de Pologne en France a souligné, en outre, combien le prix Nobel de la paix décerné à l'UE en octobre dernier démontrait le niveau d'attente des pays extérieurs à ce projet global, un projet de civilisation propre à toute l'histoire européenne. Pour lui, le discours prononcé en septembre dernier par Radek Sikorski, et plutôt mal perçu par les membres du Parti conservateur, consistait toutefois à dire combien l'UE avait besoin des Britanniques. D'autant que la Pologne partage avec le Royaume-Uni plusieurs préoccupations sur la politique européenne ; tels le développement du marché unique, la flexibilité et le maintien du lien transatlantique.



Mais il a aussi rappelé, qu'il était clair pour son ministre, que si le Royaume-Uni décidait de partir, il ne fallait pas compter sur la Pologne

pour l'aider à paralyser l'UE. Il a dénoncé dans son discours devant les amis de David Cameron un certain nombre d'idées fausses véhiculées outre-Manche au sujet de l'UE. Comme le fait, par exemple, que le commerce du Royaume-Uni serait moins important avec ses partenaires européens qu'avec le reste du monde, alors que le volume des échanges britanniques avec l'Irlande s'avère supérieur à celui avec la Chine et le Brésil réunis. L'UE, également, obligerait soi-disant les Britanniques à adopter des lois relatives aux droits de l'homme contraires à leurs traditions. Sauf que ces lois émanent non de l'UE mais du Conseil de l'Europe et de la Cour européenne des droits de l'homme. Toujours selon les dires des eurosceptiques d'outre-Manche, la bureaucratie européenne serait pléthorique alors que la Commission européenne n'emploie que 33.000 fonctionnaires quand les seuls services de la douane britannique en emploient quelque 82.000. Au final, le ministre polonais a déconseillé à ses auditeurs de croire que leur pays pourra conserver après sa sortie de l'UE les avantages du marché unique sans avoir les inconvénients de ne plus être au cœur de l'Europe.

En réaction aux propos de Tomasz Orłowski, Graham Watson a prédit que les Britanniques resteraient probablement dans l'UE s'il était possible d'organiser un vrai débat avant le référendum. En raison de leur conservatisme, ils choisiraient plutôt le connu que l'inconnu. Une bonne occasion pour son pays, néanmoins, de réfléchir sur ce que signifie un refus constant de s'engager. Alors qu'il ne fait partie ni de l'euro, ni des accords de Schengen et n'a pas adhéré au traité de stabilité et de croissance, il serait peut-être temps d'envisager un divorce à l'amiable, une attitude plus honnête vis-à-vis de ses partenaires européens.

Face aux questions du public sur la difficulté à construire une Europe véritablement unie, le député européen a regretté qu'on n'ait pas entamé le processus d'intégration européenne avec une communauté de défense. Pour illustrer la différence d'approche entre Français et Britanniques à ce sujet il a raconté l'anecdote suivante : au cours de la Guerre de Trente Ans, un cardinal néerlandais a réuni à une même table un corsaire français et un amiral britannique. Il leur a demandé pourquoi ces deux nations très

puissantes se faisaient toujours la guerre. L'Amiral britannique a répondu : « La différence entre nous est claire, nous nous battons pour la gloire, eux se battent pour l'argent. » Le prélat demanda confirmation au corsaire français, qui lui répondit : « Oui monsieur, chacun se bat pour ce qui lui manque ! ». Le constat de Graham Watson est qu'il est très difficile d'avoir une vision commune à vingt-sept Etats membres. Il faut donc que l'UE opère une véritable mutation si elle veut exister encore dans vingt-cinq ans quand elle en comptera une quarantaine.

L'Ambassadeur de Pologne opine à son tour sur la faiblesse de la réactivité européenne face à la multiplication des foyers d'instabilité dans le monde. Mais il estime que la question de la création d'une armée européenne n'est pas à l'ordre du jour, car trop compliquée et trop longue à mettre en œuvre. Il préfère, dans ces conditions, le recours aux coopérations renforcées. Et s'il s'accorde avec son interlocuteur britannique sur la nécessité de l'UE d'évoluer, il estime qu'une ligne rouge ne doit pas franchie : celle de l'Europe à la carte.

Compte-rendu rédigé par Bérengère Faveaux



David Cameron (1966-), homme politique britannique, membre du Parti conservateur, Premier ministre du Royaume-Uni depuis 2010.

John MAJOR (1943-), homme politique britannique, membre du Parti conservateur, Premier ministre du Royaume-Uni de 1990 à 1997.

Tony BLAIR (1953-), homme politique britannique, membre du Parti travailliste, Premier ministre du Royaume-Uni de 1997 à 2007.

Rupert MURDOCH (1931-), homme d'affaires australo-américain, à la tête de News Corporation, un des plus grands groupes médiatiques du monde.

Margaret THATCHER (1925-), femme politique britannique, membre du Parti conservateur, Premier ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990.

Le Royaume-Uni est composé de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord. La Grande Bretagne regroupe l'Angleterre, l'Ecosse et le Pays de Galles.

Radek SIKORSKI, ministre des Affaires étrangères de Pologne depuis novembre 2007.



Retrouvez la Maison de l'Europe de Paris sur Internet via notre site :  
[www.paris-europe.eu](http://www.paris-europe.eu)

MAIRIE DE PARIS



 **île de France**

35-37, rue des Francs-Bourgeois F-75004 Paris  
Métro : Saint-Paul / Autobus : 29 - 69 - 76 - 96  
Tél : +33 (0)1 44 61 85 85 Fax : +33 (0)1 44 61 85 95  
[www.paris-europe.eu](http://www.paris-europe.eu) /  
[maison-europe@paris-europe.eu](mailto:maison-europe@paris-europe.eu)